

DÉCISION PRÉFECTORALE du 28 mars 2025
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du Code de l'environnement

Le préfet du Var,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L122-1, et ses articles R122-2 et R122-3 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Philippe MAHÉ Préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°2025-01 PREF83 BEDD réputé complet au 8 mars 2025, transmise par la société SOMECA concernant la modification des conditions d'exploitation de la carrière de la Catalane située sur les communes de Callas et de La Motte ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement du 26 mars 2025 portant sur la demande d'examen au cas pas cas, en application de l'article R123-3 du Code de l'environnement, de la société SOMECA, de modification de la carrière de la Catalane située sur les communes de Callas et de La Motte ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L171-8 et à l'article L122-1 et qu'il lui appartient par conséquent de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant les caractéristiques particulières de la demande de modifications qui consiste :

- à prolonger la durée d'autorisation d'exploiter la carrière de la Catalane ;
- à créer un bassin de récupération des eaux de ruissellement ;
- à construire une centrale photovoltaïque ;
- à régulariser le stockage d'hydrocarbures ;
- à rehausser les zones de stockage et d'exploitation ;

Considérant la localisation du projet qui se situe sur le territoire des communes de Callas et de La Motte en lien avec plusieurs zones à enjeux écologiques telles que :

- la zone ZNIEFF 1 « Vallée de l'Endre et ses affluents » à 70m ;
- la zone ZNIEFF 1 « Massif de la Colle-du-Rouet et de Malvoisin » à 450m ;
- la zone Natura 2000 ZSC FR9301625 « Forêt de Palayson – bois du Rouet » ;
- la zone Natura 2000 ZPS « Colle du Rouet » ;

Considérant que la création d'un parc photovoltaïque relève de la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'environnement et qu'au regard de la puissance de cette installation (3 mégawatt-crête), le projet doit être soumis à évaluation environnementale systématique et non à un examen au cas par cas ;

Considérant que le projet de modifications des modalités d'exploitation de la carrière « La Catalane » coïncidant avec l'installation d'un parc photovoltaïque soumis à évaluation environnementale systématique, dès lors c'est le projet, dans son ensemble, qui est soumis à évaluation systématique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Nature de la décision

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de modification et d'extension de l'installation classée pour la protection de l'environnement de la carrière « La Catalane » située sur les communes de Callas et de La Motte exploitée par la société SOMECA, **est soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : Obligations du demandeur

La présente décision, délivrée en application du IV de l'article L122-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de modification et d'extension peut être soumis.

Article 3 : Publicité et notification

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture du Var.

La présente décision sera notifiée à la société SOMECA (Société Méridionale de Carrières) dont le siège social est situé avenue Bernard Long, ZI les Consacs, 83170 Brignoles.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet ;

- d'un **recours gracieux** formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet ;
- d'un **recours administratif hiérarchique** auprès du ministre en charge de l'Environnement, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision. Il n'a pas pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux ;
- d'un **recours contentieux**, lorsque la décision soumet un projet à étude d'impact, formé dans les mêmes conditions.
Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R122-3 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le Préfet du Var
Avenue du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 31 209
83070 Toulon cedex

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Toulon
5 rue Racine
83000 Toulon

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée, pour information, à l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, aux maires de Callas et de La Motte ainsi qu'à la sous-préfète de Draguignan.

Fait à Toulon, le **28 mars 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI